

# CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Siège social : 263 rue de Paris  
93516 MONTREUIL Cedex

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

- EXERCICE CLOS LE 31/12/2019 -



SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES  
CABINET OUZOULIAS

---

PARIS - AMIENS

---

## **CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL**

Siège social : 263 rue de Paris  
93516 MONTREUIL Cedex

---

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**- EXERCICE CLOS LE 31/12/2019 -**

Mesdames, Messieurs les Membres de la Commission Exécutive Confédérale,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Commission Exécutive Confédérale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL relatifs à l'exercice clos le 31/12/2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par l'Administrateur le 11 janvier 2021 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'organisation syndicale à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

En application de la loi, nous vous signalons qu'aucun document adressé aux membres de la Commission Exécutive Nationale sur la situation financière et les comptes annuels ne nous a été transmis.

## **Responsabilités de la Direction et des personnes constituant la gouvernance de l'organisation syndicale relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'organisation syndicale ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'Administrateur.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre organisation syndicale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'organisation syndicale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

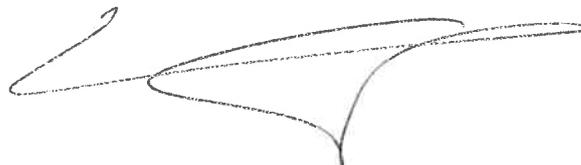
Fait à Paris, le 23 mars 2021

COEXCO (SAS)

Représentée par Vincent OUZOULIAS

*Commissaire aux Comptes*

*Membre de la Compagnie Régionale de Paris*





**CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL**

263 RUE DE PARIS

93516 MONTREUIL CEDEX

0155828121



# Comptes Annuels

31/12/2019



**CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL**

263 RUE DE PARIS

93516 MONTREUIL CEDEX

Téléphone : 0155828121



# Sommaire

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Période du 01/01/19 au 31/12/19

<b>Document</b>	<b>Page</b>
Le bilan actif	4
Le bilan passif	5
Compte de résultat première partie	6
Compte de résultat seconde partie	7
Règles et méthodes comptables première partie	9
Règles et méthodes comptables seconde partie	10
Règles et méthodes comptables troisième partie	11
Immobilisations	12
Amortissements	13
Provisions inscrites au bilan	14
Etat des échéances, des créances et des dettes	15
Engagements de retraite et prestations assimilés	16
Produits à recevoir	17
Charges à payer	18
Charges et produits constatés d'avance	19
Filiales et participations	20
Ressources	21
Fonds syndicaux	22
Fonds dédiés	23
Effectif	24
Informations complémentaires	25
Autres informations	26

263 RUE DE PARIS 93516 MONTREUIL CEDEX





CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

263 RUE DE PARIS

93516 MONTREUIL CEDEX

0155828121

# Bilan et Compte de résultat



# Bilan Actif

Période du 01/01/19 au 31/12/19

## CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements et dépréciations	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	346 132	176 055	170 077	66 936
Fonds commercial	3 049	3 049		
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	295 849		295 849	132 654
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>645 030</b>	<b>179 104</b>	<b>465 926</b>	<b>199 590</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	2 981 666		2 981 666	2 981 666
Constructions	33 160 722	31 359 867	1 800 855	1 995 591
Installations techniques, matériel et outillage industriel	4 244 672	3 444 401	800 270	907 113
Autres immobilisations corporelles	1 841 168	1 552 993	288 175	307 263
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	119 250		119 250	119 250
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>42 347 477</b>	<b>36 357 261</b>	<b>5 990 216</b>	<b>6 310 883</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	440 874	30 800	410 074	410 074
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	342 250	200 000	142 250	205 250
Autres immobilisations financières	31 881		31 881	27 655
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>	<b>815 005</b>	<b>230 800</b>	<b>584 205</b>	<b>642 979</b>
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>43 807 512</b>	<b>36 767 165</b>	<b>7 040 347</b>	<b>7 153 452</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières et approvisionnement	39 741		39 741	34 571
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises	159 563	8 301	151 262	137 690
<b>TOTAL stocks et en-cours :</b>	<b>199 304</b>	<b>8 301</b>	<b>191 003</b>	<b>172 261</b>
<b>CRÉANCES</b>				
Avances, acomptes versés sur commandes	5 736		5 736	
Créances clients et comptes rattachés	13 784 718	890 219	12 894 499	11 705 163
Autres créances	123 187		123 187	465 035
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>TOTAL créances :</b>	<b>13 913 641</b>	<b>890 219</b>	<b>13 023 422</b>	<b>12 170 198</b>
<b>DISPONIBILITÉS</b>				
Valeurs mobilières de placement	25 814 639		25 814 639	17 114 679
Disponibilités	21 249 195		21 249 195	30 051 748
<b>TOTAL disponibilités :</b>	<b>47 063 833</b>		<b>47 063 833</b>	<b>47 166 427</b>
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>				
	204 707		204 707	672 635
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>61 381 486</b>	<b>898 520</b>	<b>60 482 966</b>	<b>60 181 521</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>105 188 997</b>	<b>37 665 685</b>	<b>67 523 313</b>	<b>67 334 973</b>

# Bilan Passif

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Période du 01/01/19 au 31/12/19

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
<b>SITUATION NETTE</b>		
Fonds propres sans droit de reprise	36 102 807	39 197 431
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Autres réserves	5 545 913	5 545 913
Report à nouveau	10 610 558	11 753 367
<b>Résultat de l'exercice</b>	(631 523)	(4 237 432)
<b>TOTAL situation nette :</b>	<b>51 627 754</b>	<b>52 259 278</b>
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
<b>FONDS SYNDICAUX</b>	<b>51 627 754</b>	<b>52 259 278</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Comptes de liaisons		
<b>COMPTES DE LIAISONS</b>		
Provisions pour risques	60 000	476 511
Provisions pour charges	810 217	770 593
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>870 217</b>	<b>1 247 104</b>
Fonds dédiés	2 244 311	2 479 365
<b>FONDS DEDIES</b>	<b>2 244 311</b>	<b>2 479 365</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7	309
Emprunts et dettes financières divers	5 326 559	5 721 172
<b>TOTAL dettes financières :</b>	<b>5 326 566</b>	<b>5 721 481</b>
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	76 014	78 970
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 611 867	3 662 845
Dettes fiscales et sociales	1 623 361	1 722 687
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	107 487	70 977
<b>TOTAL dettes diverses :</b>	<b>7 342 715</b>	<b>5 456 509</b>
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	35 736	92 266
<b>DETTES</b>	<b>12 781 031</b>	<b>11 349 226</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>67 523 313</b>	<b>67 334 973</b>

# Compte de Résultat (Première Partie)

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Période du 01/01/19 au 31/12/19

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
Ventes de marchandises	351 104		351 104	317 385
Prestations de Services	254 165		254 165	284 643
Commissions	21 525		21 525	17 758
<b>Chiffre d'affaires nets</b>	<b>626 794</b>		<b>626 794</b>	<b>619 787</b>
Production immobilisée			19 766 963	7 275 263
Subventions d'exploitation			1 005 920	755 537
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			12 972 438	12 770 354
Cotisations nettes			9 509 841	19 097 370
Contributions			5 360 602	3 958 842
Autres produits				
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>49 242 558</b>	<b>44 477 152</b>
<b>CHARGES EXTERNES</b>				
Achats de marchandises [et droits de douane]			241 159	213 117
Variation de stock de marchandises			(9 551)	(25 015)
Achats de matières premières et autres approvisionnement			422 568	415 914
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]			(5 169)	(5 716)
Autres achats et charges externes			14 560 021	12 323 793
<b>TOTAL charges externes :</b>			<b>15 209 028</b>	<b>12 922 094</b>
<b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS</b>			1 723 424	1 639 371
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>				
Salaires et traitements			6 669 818	6 479 505
Charges sociales			3 334 503	3 312 724
<b>TOTAL charges de personnel :</b>			<b>10 004 321</b>	<b>9 792 229</b>
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			725 962	655 104
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			687 128	4 582
Dotations aux provisions pour risques et charges			99 624	497 800
<b>TOTAL dotations d'exploitation :</b>			<b>1 512 713</b>	<b>1 157 487</b>
<b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION</b>			20 538 422	19 370 958
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>48 987 909</b>	<b>44 882 139</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>254 649</b>	<b>(404 987)</b>

# Compte de Résultat (Seconde Partie)

Période du 01/01/19 au 31/12/19

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>254 649</b>	<b>(404 987)</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits financiers de participation	75	74
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	10 887	275 682
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	137 880	
	<b>148 843</b>	<b>275 756</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>148 843</b>	<b>275 756</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>403 492</b>	<b>(129 231)</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	78 406	305 819
Produits exceptionnels sur opérations en capital	100	
	<b>78 506</b>	<b>305 819</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 340 491	2 810 569
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	<b>1 340 491</b>	<b>2 810 569</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(1 261 985)</b>	<b>(2 504 750)</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	8 084	27 922
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>49 469 906</b>	<b>45 058 727</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>50 336 484</b>	<b>47 720 630</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>	<b>(866 577)</b>	<b>(2 661 903)</b>
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	1 071 237	11 093
Engagements à réaliser sur ressources affectées	836 183	1 586 622
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>50 541 144</b>	<b>45 069 819</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>51 172 667</b>	<b>49 307 252</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>(631 523)</b>	<b>(4 237 433)</b>
Participation aux événements récurrents et pluri annuels (congrès, prud'hommes, Etc ...)		
Report à nouveau (FNI, Mensuel, Solidarités, Etc...)	(834 271)	(1 142 809)



**CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL**

263 RUE DE PARIS

93516 MONTREUIL CEDEX

0155828121

# Annexes



La confédération applique les règlements suivants :

- Au règlement ANC n°2014-03 relatif à la réécriture du plan comptable général et ses règlements modificatifs,
- CRC n°99-01 relatif au plan comptable des associations,
- CRC n°2009-10 afférents aux règles comptables des organisations syndicales

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence, de régularité et de sincérité.

Le bilan de l'exercice présente un total de **67 523 313** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de **50 541 144** euros et un total charges de **51 172 667** euros, dégageant ainsi un résultat de **(631 523)** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/19** finit le **31/12/19** . Il a une durée de 12 mois.

**A la demande de l'administrateur, les comptes annuels ont été arrêtés le 11 janvier 2021.**

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

## Les principales méthodes utilisées sont :

### Immobilisations corporelles et incorporelles :

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Immobilisations financières :

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Stocks et en cours :

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

### Créances et dettes :

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### Disponibilités :

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Elles ont été dépréciées par voie de provision lors de la constatation des moins values latentes.

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## **Achats :**

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

## **Produits d'exploitation :**

### 1) Contributions :

Dotations financières au titre :

- De la gestion des organismes paritaires et des accords conventionnels
- De la formation pédagogique des membres titulaires des CHSCT et CE.

### 2) Autres produits :

Recettes sur activités et refacturations diverses.

## **Charges et produits exceptionnels :**

Le résultat exceptionnel est essentiellement lié à des créances et des produits irrécouvrables concernant la formation des membres titulaires CHSCT et CE.

## **Transferts de charges :**

Les transferts de charges correspondent essentiellement à des remboursements d'assurances, de prises en charge de formations, des remboursements d'IDR, IFC et Prudis pour un montant de 525 388 €. Pas de transferts de charges au niveau financier.

## **Cotisations :**

Le fait générateur de la comptabilisation des cotisations est l'encaissement effectif des dites cotisations via le logiciel de répartition Cogétise du 01 au 31/12.

## **Provisions pour litiges :**

Les provisions pour litiges concernent un litige à caractère prudhomale pour des montants de 60 000 €

# Immobilisations

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Période du 01/01/19 au 31/12/19

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	259 075		428 032
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>259 075</b>		<b>428 032</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
Terrains	2 981 666		
Constructions sur sol propre	33 074 151		86 570
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	1 369 556		107 826
Installations générales, agencements et divers	2 810 650		
Matériel de transport	157 533		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 633 977		85 058
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	119 250		
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>42 146 784</b>		<b>279 455</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	440 874		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	432 905		4 226
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>	<b>873 779</b>		<b>4 226</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>43 279 637</b>		<b>711 712</b>

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		6 221	645 030	
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>		<b>6 221</b>	<b>645 030</b>	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains			2 981 666	
Constructions sur sol propre			33 160 722	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels		43 360	1 434 021	
Inst. générales, agencements et divers			2 810 650	
Matériel de transport			157 533	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		35 401	1 683 634	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes			119 250	
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>		<b>78 762</b>	<b>42 347 477</b>	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			440 874	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		63 000	374 131	
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>		<b>63 000</b>	<b>815 005</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>147 983</b>	<b>43 807 512</b>	

# Amortissements

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Période du 01/01/19 au 31/12/19

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	56 436	131 745	12 126	176 055
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>56 436</b>	<b>131 745</b>	<b>12 126</b>	<b>176 055</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre	31 078 560	281 306		31 359 867
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel	1 056 103	82 971		1 139 074
Inst. générales, agencements et divers	2 216 990	131 698		2 348 688
Matériel de transport	142 759	6 532		149 291
Mat. de bureau, informatique et mobil.	1 341 489	97 614	35 401	1 403 702
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>35 835 901</b>	<b>600 122</b>	<b>35 401</b>	<b>36 400 621</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>35 892 337</b>	<b>731 867</b>	<b>47 527</b>	<b>36 576 676</b>

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire.

Les principales durées d'utilisations retenues sont les suivantes :

Immobilisations	Taux	Durée
Autres immobilisations incorporelles	50%	2 ans
Constructions sur sol propre	10 % à 5%	10 ans à 20 ans
Constructions installations générales	10% à 20 %	5 ans à 10 ans
Installations techniques et outillage industriel	20% à 33%	3 ans à 5 ans
Installations générales, agencements, et divers	10%	10 ans
Matériel de transport	25%	4 ans
Matériel de bureau, informatique et mobilier	20%	5 ans

# Provisions Inscrites au Bilan

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Période du 01/01/19 au 31/12/19

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				

Provisions pour litiges	476 511	60 000	476 511	60 000
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.	770 593	39 624		810 217
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges				
<b>PROV. POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>1 247 104</b>	<b>99 624</b>	<b>476 511</b>	<b>870 217</b>

Prov. sur immobilisations incorporelles	3 049			3 049
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation	30 800			30 800
Prov. sur autres immo. financières	200 000			200 000
Provisions sur stocks et en cours	12 322		4 021	8 301
Provisions sur comptes clients	203 091	687 128		890 219
Autres provisions pour dépréciation				
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION</b>	<b>449 262</b>	<b>687 128</b>	<b>4 021</b>	<b>1 132 369</b>

<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 696 366</b>	<b>786 751</b>	<b>480 532</b>	<b>2 002 586</b>
----------------------	------------------	----------------	----------------	------------------

Dont dotations et reprises	- D'exploitation	786 751	480 532
	- Financières		
	- Exceptionnelles		

# État des Échéances des Créances et Dettes

Période du 01/01/19 au 31/12/19

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	342 250		342 250
Autres immobilisations financières	31 881		31 881
<b>TOTAL de l'actif immobilisé :</b>	<b>374 131</b>		<b>374 131</b>
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>			
Clients douteux ou litigieux	890 219	890 219	
Autres créances clients	14 292 426	14 292 426	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	17 200	17 200	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 329	8 329	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	11 531	11 531	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	82 631	82 631	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	5 705	5 705	
<b>TOTAL de l'actif circulant :</b>	<b>15 308 042</b>	<b>15 308 042</b>	
<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>204 707</b>	<b>204 707</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>15 886 880</b>	<b>15 512 749</b>	<b>374 131</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice	63 000		
Prêts et avances consentis aux associés (Personnes phy.)			

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine	7	7		
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	5 611 867	5 611 867		
Personnel et comptes rattachés	700 134	700 134		
Sécurité sociale et autres organismes	786 573	786 573		
Impôts sur les bénéfices	14 201	13 889	312	
Taxe sur la valeur ajoutée	10 618	10 618		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	114 046	114 046		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés	5 326 559	5 326 559		
Autres dettes	107 487	107 487		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	35 736	35 736		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>12 707 227</b>	<b>12 706 915</b>	<b>312</b>	

## Engagements de retraite et prestations assimilés

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode actuarielle appelée " méthode des unités de crédit projetées ", répartissant la valeur actuarielle des prestations futures sur chacune des années de service du salarié.

Suivant l'application des textes conventionnels, les prestations futures découlent de :

- L'ancienneté à la date de l'évaluation,
- Le salaire projeté à l'âge de la retraite,
- Les droits tels que définis,
- Les conditions du départ en retraite,
- Le facteur d'actualisation,
- La probabilité de paiement de la prestation (maintien du salarié dans l'organisation jusqu'à l'âge de son départ en retraite).

Le taux d'actualisation utilisé est de : 0,77 % pour le Centre benoît Frachon et 0,77 % pour la Confédération.

Le taux d'évolution des rémunérations est de : 1% par an.

## Engagements hors bilan

1- La confédération s'est portée caution pour garantir, jusqu'à hauteur de 200 000,00 euros, une facilité de caisse accordée par le Crédit Coopératif à la Nouvelle SA La Vie Ouvrière.

2- Prudis association loi 1901, détient des fonds associatifs avec droit de reprise à hauteur de 600 062,00 euros auprès de la confédération.

3- Un nantissement pour 9 600,00 euros de titres en contrepartie de la caution bancaire obtenue pour la location d'un logement.

# Produits à Recevoir

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Période du 01/01/19 au 31/12/19

<b>MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN</b>	<b>Montant</b>
<b>Immobilisations financières</b>	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
<b>Créances</b>	
Créances clients et comptes rattachés	8 351 836
Personnel	
Organismes sociaux	8 329
État	82 631
Divers, produits à recevoir	
Autres créances	
<b>Valeurs Mobilières de Placement</b>	
<b>Disponibilités</b>	3 118
<b>TOTAL</b>	<b>8 445 915</b>

# Charges à Payer

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Période du 01/01/19 au 31/12/19

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 697 192
Dettes fiscales et sociales	1 102 890
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>3 800 081</b>

# Charges et Produits Constatés d'Avance

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Période du 01/01/19 au 31/12/19

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	204 707	35 736
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>204 707</b>	<b>35 736</b>

# Titres de Participations

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Période du 01/01/19 au 31/12/19

## Filiales et Participations

(Liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait dont la confédération détient directement au moins 10% du capital)

Filiales	NB Actions	Montant Total	Action CGT	Montant	% CGT
NVO :	10 000	152 449	2 000	30 490	20

### NVO :

Capital social : 152 449

Situation nette : (1 772 223)

Chiffres d'affaires net : 5 536 229

Résultat net : (106 154)

## Tableau des Ressources

<b>RESSOURCES COTISATIONS</b>	<b>Montant</b>
Cotisations brutes perçues	53 492 203
Reversements de cotisations	(40 519 766)
<b>SOLDE COTISATIONS NETTES</b>	
	<b>12 972 438</b>
<b>AUTRES RESSOURCES</b>	<b>Montant</b>
Subventions	19 766 963
Contributions	9 509 841
Autres produits d'exploitation perçus	5 987 396
Produits financiers perçus	148 767
<b>SOLDE AUTRES RESSOURCES</b>	
	<b>35 412 968</b>
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	
	<b>48 385 405</b>

# Fonds Syndicaux

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Les fonds syndicaux, compris dans les fonds propres, autres réserves, et report à nouveau se décomposent comme suit :

FONDS SYNDICAUX	Solde à l'ouverture	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres	39 197 431		3 094 623	36 102 807
Autres réserves	5 545 913			5 545 913
Report à nouveau	11 753 367		1 142 809	10 610 558
Résultat de l'exercice	(4 237 432)	(631 523)	(4 237 432)	(631 523)
<b>TOTAL FONDS SYNDICAUX</b>	<b>52 259 278</b>	<b>(631 523)</b>		<b>51 627 754</b>

Le poste "report à nouveau" est la réserve affectée au titre :

- Du fonds National Interprofessionnel
- Du fonds de solidarité internationale
- Du fonds "article 700"
- Du fonds "mensuel ensemble Cgt"

# Fonds Dédiés

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Période du 01/01/19 au 31/12/19

En conformité avec le règlement CRC 2009-10, a été appliquée la disposition stipulant une inscription " Engagements à réaliser " de montants affectés à des actions définies.

Ressources	Montant des fonds affectés au projet	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Conventions diverses (ARTISANAT/TPE, FSE, AGFPN, CPRPL).	2 479 365	1 071 237	836 183	2 244 311

# Effectif

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

Période du 01/01/19 au 31/12/19

L'effectif employé par les entités intégrées globalement se décompose comme suit :

Effectif	CGT	Centre de formation Syndicale	Total
Cadres et équivalents	43		43
Employés	68	25	93
<b>TOTAL</b>	<b>111</b>	<b>25</b>	<b>136</b>

1- Contributions en nature :

La confédération bénéficie en 2019 de :

30,30 ETP mises à disposition dont :

10,50 ETP dirigeants élus

19,80 ETP collaborateurs

2- Les comptes annuels du centre de formation syndicale Benoît Frachon font partie intégrante des comptes annuels de la confédération.

3- En application de l'article L.2135-2 de la loi du 20 août 2008 sont agrafés aux comptes de la confédération, les comptes de :

- La Nouvelle SA La Vie Ouvrière

- L'Institut d'Histoire Sociale CGT (Association loi 1901)

4- Au niveau du bilan passif, la rubrique " Emprunts et dettes financières divers " correspond à la part des cotisations reversées aux autres structures syndicales.

## 1- Evènements postérieurs à la clôture :

Devant l'épidémie du COVID-19, les pouvoirs publics français ont pris des mesures sanitaires (confinements, interdiction de rassemblements, etc.) et économiques. Ces mesures ont été adoptées en mars 2020 avec la promulgation de l'état sanitaire.

A la date d'arrêt des comptes, les conséquences de cette crise sanitaire sur les activités de la CGT ne sont pas connues. Il est à préciser cependant, que le principe de continuité d'exploitation n'est pas remis en cause du fait de cet état d'urgence sanitaire.

## 2- Dirigeants :

Les informations requises dans le cadre du paragraphe 425 du règlement 99-2 CRC ne sont pas communiquées car celles-ci seraient susceptibles de porter atteinte à la vie privée.

## 3- Actions de solidarité :

Sur l'année 2019, les actions de solidarité menées par la confédération ont intégralement concerné les organisations syndicales affiliées.

Il s'agit notamment de :

Sur l'année 2019, les actions de solidarité menées par la confédération ont intégralement concerné les organisations syndicales affiliées.

Il s'agit notamment de : Versement cotisation FNI (Fond National Interprofessionnel) : 5 122 062.07 €



**CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL**

263 RUE DE PARIS

93516 MONTREUIL CEDEX

0155828121



# Comptes Agrafés NVO et IHS

31/12/2019



**CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL**

263 RUE DE PARIS

93516 MONTREUIL CEDEX

Téléphone : 0155828121



**NOUVELLE VIE OUVRIERE - NVO**

**263 RUE DE PARIS**

**93516 – MONTREUIL**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31/12/2019**

Aux actionnaires,

## **I. Opinion sur les comptes annuels**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SA NOUVELLE VIE OUVRIERE, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

## **II. Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **III. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre Société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et des informations fournies dans les notes de l'annexe.

Nos contrôles ont porté sur l'ensemble des cycles et plus particulièrement sur les cycles clients/ventes, fournisseurs/achats et trésorerie en raison de l'importance de ces postes. Les sondages et les contrôles effectués ont contribué à l'expression de notre opinion.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **IV. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A la date de signature du présent rapport, nous n'avons pas eu connaissance du rapport de gestion et des documents à caractère financier remis par votre Conseil d'administration, en vue de votre Assemblée Générale



## **V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de la Société relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris,

Le 21/09/2020

Jérôme SZLIFKE

Commissaire aux Comptes

NOUVELLE SA LA VIE OUVRIERE

263 RUE DE PARIS

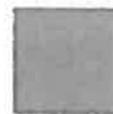
93516 MONTREUIL

0149886811



# Etats Comptables et Fiscaux

31/12/2019



Téléphone :



# Bilan



# Bilan Actif

Période du 01/01/19 au 31/12/19

NOUVELLE SA LA VIE OUVRIERE

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
<b>CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ</b>				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	508 566	483 725	24 841	22 253
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>508 566</b>	<b>483 725</b>	<b>24 841</b>	<b>22 253</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions	1 087	1 087		
Installations techniques, matériel et outillage industriel	15 887	15 887		
Autres immobilisations corporelles	1 029 720	919 434	110 286	142 274
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>1 046 694</b>	<b>936 407</b>	<b>110 286</b>	<b>142 274</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	129 697		129 697	129 697
Prêts				
Autres immobilisations financières	6 381		6 381	6 381
<b>TOTAL immobilisations financières :</b>	<b>136 078</b>		<b>136 078</b>	<b>136 078</b>
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>1 691 338</b>	<b>1 420 132</b>	<b>271 208</b>	<b>300 606</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises	73 702	38 946	34 756	39 089
<b>TOTAL stocks et en-cours :</b>	<b>73 702</b>	<b>38 946</b>	<b>34 756</b>	<b>39 089</b>
<b>CRÉANCES</b>				
Avances, acomptes versés sur commandes	209		209	
Créances clients et comptes rattachés	272 122		272 122	271 143
Autres créances	466 052		466 052	41 055
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>TOTAL créances :</b>	<b>738 383</b>		<b>738 383</b>	<b>312 198</b>
<b>DISPONIBILITÉS ET DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	32 693		32 693	425 742
Charges constatées d'avance	114 853		114 853	108 399
<b>TOTAL disponibilités et divers :</b>	<b>147 546</b>		<b>147 546</b>	<b>534 141</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>959 632</b>	<b>38 946</b>	<b>920 686</b>	<b>856 429</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 650 969</b>	<b>1 459 078</b>	<b>1 191 891</b>	<b>1 186 034</b>



# Bilan Passif

Période du 01/01/19 au 31/12/19

NOUVELLE SA LA VIE OUVRIERE

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
<b>SITUATION NETTE</b>		
Capital social ou individuel dont versé 152 449	152 449	152 449
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	5 628	5 626
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	280 211	280 211
Report à nouveau	(2 104 356)	(2 202 334)
Résultat de l'exercice	(106 154)	97 978
<b>TOTAL situation nette :</b>	<b>(1 772 223)</b>	<b>(1 666 070)</b>
<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>(1 772 223)</b>	<b>(1 666 070)</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques	122 400	172 260
Provisions pour charges		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>122 400</b>	<b>172 260</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	45 895	
Emprunts et dettes financières divers	488 206	488 206
<b>TOTAL dettes financières :</b>	<b>534 102</b>	<b>488 206</b>
<b>AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS</b>	<b>180 000</b>	<b>180 000</b>
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 103 620	863 916
Dettes fiscales et sociales	548 352	625 391
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	12 392	50 756
<b>TOTAL dettes diverses :</b>	<b>1 664 364</b>	<b>1 540 062</b>
<b>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>463 249</b>	<b>471 575</b>
<b>DETTES</b>	<b>2 841 716</b>	<b>2 679 844</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 191 891</b>	<b>1 186 034</b>



# Compte de Résultat



# Compte de Résultat (Première Partie)

NOUVELLE SA LA VIE OUVRIERE

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
Ventes de marchandises	170 447		170 447	142 621
Production vendue de biens	4 802 282	4 555	4 806 836	5 281 955
Production vendue de services	558 946		558 946	687 387
Chiffres d'affaires nets	5 531 674	4 555	5 536 229	6 111 963
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			898 972	848 972
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			213 274	275 822
Autres produits			2 993	9 855
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>6 651 468</b>	<b>7 248 611</b>
<b>CHARGES EXTERNES</b>				
Achats de marchandises [et droits de douane]			76 375	83 285
Variation de stock de marchandises			3 195	2 981
Achats de matières premières et autres approvisionnements			258 246	271 547
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]				
Autres achats et charges externes			3 487 985	3 612 593
<b>TOTAL charges externes :</b>			<b>3 825 801</b>	<b>3 970 407</b>
<b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS</b>			54 170	80 199
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>				
Salaires et traitements			2 280 497	2 345 940
Charges sociales			932 104	1 116 249
<b>TOTAL charges de personnel :</b>			<b>3 212 601</b>	<b>3 462 189</b>
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			79 733	58 376
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			38 946	37 808
Dotations aux provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL dotations d'exploitation :</b>			<b>118 679</b>	<b>96 184</b>
<b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION</b>			5 481	1 890
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>7 216 731</b>	<b>7 610 669</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>(565 264)</b>	<b>(364 058)</b>



# Compte de Résultat (Seconde Partie)

NOUVELLE SA LA VIE OUVRIERE

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(565 284)</b>	<b>(364 058)</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 553	
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		1 553
	<b>1 553</b>	<b>1 553</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 068	1 168
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>1 068</b>	<b>1 168</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>485</b>	<b>385</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>(564 779)</b>	<b>(363 673)</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	462 415	462 179
Produits exceptionnels sur opérations en capital	49 860	
Reprises sur provisions et transferts de charges		
	<b>512 275</b>	<b>462 179</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	563	528
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	53 087	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	<b>53 650</b>	<b>528</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>458 625</b>	<b>461 651</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>7 165 295</b>	<b>7 710 343</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>7 271 449</b>	<b>7 612 366</b>
<b>BÉNÉFICE OU PERTE</b>	<b>(106 154)</b>	<b>97 978</b>



# Annexe



**NOUVELLES S.A. LA VIE OUVRIERE**  
**263, rue de Paris**  
**Case 600**  
**93516 MONTREUIL Cedex**

**N° SIRET : 562 039 776 00025**  
**Code APE/NAF : 5814 Z**

## **ANNEXE**

**Le Bilan clos au 31 Décembre 2019 présente un total de 1 191 891 euros.**

**Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produit de 7 165 295 euros et un total charge de 7 271 449, dégageant ainsi un résultat de - 106 154 euros.**

**L'exercice a une durée de douze mois recouvrant la période du 1er Janvier 2019 au 31 Décembre 2019.**

**Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27 août 2020.**



ANNEXE - ELEMENT I

REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Code de commerce - articles 9 et 11 - Décret n° 83-1020 du 29 Novembre 1983 -  
Articles 7,21,24 début,24-1°,24-2° et 24-3°)

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles représentant des logiciels sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue :

- Logiciels spécifiques :

Sage Comptabilité	4 ans linéaires
TES Système Rédactionnel	7 ans linéaires



### Immobilisations corporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue :

- Matériel et outillage industriels 5 et 10 ans linéaires
- Installations générales 5 et 10 ans linéaires
- Matériel de transport 4 ans linéaires
- Matériel et mobilier de bureau 3,4,5 et 10 ans linéaires

### Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti". La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

### Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse, ainsi que les bons qui sont dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les soldes des comptes bancaires portés au bilan sont conformes à ceux figurant sur les relevés de banque compte tenu des chevauchements dûment justifiés.

### Charges constatées d'avance

Elles concernent les charges engagées jusqu'à la clôture de l'exercice dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement.



**Provisions**

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision par la société.

**Indemnités de congés payés**

Depuis l'exercice 87, l'entreprise a opté pour le régime de droit commun qui prévoit la déduction de l'indemnité de congé correspondant aux droits acquis par les salariés au cours de l'exercice (loi de finances pour 1987 article 7 - décret n° 87-1029 du 22.12.87) ainsi que la déduction des charges sociales et fiscales afférentes à l'indemnité de congés payés.

**Produits constatés d'avance**

Ils ne concernent que les produits comptabilisés jusqu'à la clôture de l'exercice dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement.

**Indemnités de départ en retraite**

Conformément à l'article 123-13 du code de Commerce, le montant des engagements de l'entreprise en matière de pension, de compléments de retraite, d'indemnités et d'allocations en raison de départ à la retraite ou avantages est valorisé dans l'annexe 6.

**Résultat exceptionnel**

Les charges et produits exceptionnels incluent les éléments extraordinaires, ainsi que les éléments qualifiés d'exceptionnels dans leur nature par le droit comptable, principalement les résultats sur cessions d'immobilisations.

**Evènements postérieurs à l'exercice****Crise COVID-19 :**

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. Les activités ont commencé à être affectées par le Covid-19 au premier trimestre 2020 et l'entité s'attend à un impact négatif sur ses états financiers en 2020. Compte tenu du caractère récent de l'épidémie et de la constante évolution des mesures annoncées par le Gouvernement (confinement et aides d'État), la société n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel à ce jour. À la date d'arrêté des comptes 2019 de la société, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.



# Immobilisations

Période du 01/01/19 au 31/12/19

NOUVELLE SA LA VIE OUVRIERE

Devise d'édition - EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	468 746		39 820
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>468 746</b>		<b>39 820</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	1 087		
Installations techniques et outillage industriel	15 887		
Installations générales, agencements et divers	421 185		1 810
Matériel de transport	17 501		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	580 521		8 703
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>TOTAL Immobilisations corporelles :</b>	<b>1 036 181</b>		<b>10 513</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	129 697		
Prêts et autres immobilisations financières	6 381		
<b>TOTAL Immobilisations financières :</b>	<b>136 078</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 641 005</b>		<b>50 333</b>

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			508 566	
<b>TOTAL Immobilisations incorporelles :</b>			<b>508 566</b>	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			1 087	
Install. techn., matériel et out. industriels			15 887	
Inst. générales, agencements et divers			422 995	
Matériel de transport			17 501	
Mat. de bureau, informatique et mobil.			589 224	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL Immobilisations corporelles :</b>			<b>1 046 694</b>	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			129 697	
Prêts et autres immo. financières			6 381	
<b>TOTAL Immobilisations financières :</b>			<b>136 078</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>			<b>1 591 338</b>	



# Amortissements

NOUVELLE SA LA VIE OUVRIERE

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	446 493	37 232		483 725
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>	<b>446 493</b>	<b>37 232</b>		<b>483 725</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	1 087			1 087
Installations techn. et outillage industriel	15 887			15 887
Inst. générales, agencements et divers	305 263	28 815		334 078
Matériel de transport	17 501			17 501
Mat. de bureau, informatique et mobil.	554 169	13 686		567 855
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>	<b>893 907</b>	<b>42 501</b>		<b>936 407</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 340 399</b>	<b>79 733</b>		<b>1 420 132</b>

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
<b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
<b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>			
Frais d'acquisition de titres de participations			
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>			



# Amortissements (suite)

NOUVELLE SA LA VIE OUVRIERE

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES		
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations	Reprises
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b> Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles <b>TOTAL immobilisations incorporelles :</b>		
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b> Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techniques et outillage industriel Installations générales, agencements et divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique et mobilier Emballages récupérables et divers <b>TOTAL immobilisations corporelles :</b>		
Frais d'acquisition de titres de participations		

TOTAL GÉNÉRAL
---------------

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				
RUBRIQUES	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net fin exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursem. des obligations				



# Provisions Inscrites au Bilan

NOUVELLE SA LA VIE OUVRIERE

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	172 260		49 860	122 400
<b>PROV. POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>172 260</b>		<b>49 860</b>	<b>122 400</b>
Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	40 688	38 946	40 688	38 946
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION</b>	<b>40 688</b>	<b>38 946</b>	<b>40 688</b>	<b>38 946</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>212 948</b>	<b>38 946</b>	<b>50 548</b>	<b>161 346</b>



# État des Échéances des Créances et Dettes

NOUVELLE SA LA VIE OUVRIERE

Période du 01/01/19 au 31/12/19

Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISÉ</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	6 381		6 381
<b>TOTAL de l'actif immobilisé :</b>	<b>6 381</b>		<b>6 381</b>
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	272 122	272 122	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	1 142	1 142	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	14 910	14 910	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	450 000	450 000	
<b>TOTAL de l'actif circulant :</b>	<b>738 174</b>	<b>738 174</b>	
<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>114 853</b>	<b>114 853</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>859 408</b>	<b>853 028</b>	<b>6 381</b>

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	45 895	45 895		
Emprunts et dettes financières divers	488 206	488 206		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 103 620	1 103 620		
Personnel et comptes rattachés	207 699	207 699		
Sécurité sociale et autres organismes	321 588	321 588		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	4 246	4 246		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	14 819	14 819		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	12 392	12 392		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	463 249	463 249		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>2 661 715</b>	<b>2 661 715</b>		



## ANNEXE ELEMENT 2

## PRODUITS A RECEVOIR

(Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 - article 23)

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations	0
Créances clients et comptes rattachés	9 892
Divers produits à recevoir	450 000
<b>TOTAL</b>	<b>459 892</b>

## ANNEXE ELEMENT 2



## CHARGES A PAYER

(Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 - article 23)

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Provisions pour pertes et charges	
Emprunts obligataires convertibles	-
Autres emprunts obligataires	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-
Emprunts et dettes financières divers	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	160 694
Dettes fiscales et sociales	313 399
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-
Autres dettes	12 392
<b>TOTAL</b>	<b>486 485</b>

**ANNEXE ELEMENT 3**

**CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE**

(Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 - article 23)

	<b>Charges</b>	<b>Produits</b>
<b>Charges/Produits d'exploitation</b>	<b>114 853</b>	<b>463 249</b>
<b>Charges/Produits financiers</b>		
<b>Charges/Produits exceptionnels</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>114 853</b>	<b>463 249</b>



**ANNEXE - ELEMENT 4****COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

(Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 - article 24-12°)

	Nombre	Valeur nominale
<b>1 - Actions/parts sociales composant le capital social au début de l'exercice</b>	<b>10 000</b>	<b>15,24 €</b>
<b>2 - Actions/parts sociales émises pendant l'exercice</b>	-	-
<b>3 - Actions/parts sociales remboursées pendant l'exercice</b>	-	-
<b>4 - Actions/parts sociales composant le capital social en fin d'exercice</b>	<b>10 000</b>	<b>15,24 €</b>



**ANNEXE - ELEMENTS**

**VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES**  
(Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 - article 24-20°)

RESULTAT AVANT IMPOTS	Montant	IMPOTS		RESULTAT NET		
		Théorique	Compen- sation	Dû	Théorique	Comptable
<b>RESULTAT COURANT</b>	-564 779	-188 260	188 260	0	-376 519	-564 779
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)</b>	458 625	152 875	-152 875	0	305 750	458 625
<b>TOTAL</b>	<b>-106 154</b>	<b>-35 385</b>	<b>35 385</b>	<b>0</b>	<b>-70 769</b>	<b>-106 154</b>



## ANNEXE - ELEMENT 6

## Engagements Avals, cautions et garantis

	Engagements Financiers reçus
Caution reçue de la CGT	200 000

## Engagements de l'Entreprise en matière de retraite

(Article 123-13 code du commerce)

	Montant
Engagement au 31/12/2018	165 881
Journalistes	100 569
Cadres	64 567
Employés	745



## ANNEXE - ELEMENT 7

**ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS**  
 (Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 - article 24-24°)

Nature des différences temporaires	Montant
<b>ACCROISSEMENTS</b>	
Provisions réglementées	
-	
-	
Autres	
-	
-	
-	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>
<b>ACCROISSEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS</b>	
<b>ALLEGEMENTS</b>	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	
-	
-	
Autres	
-	
-	
-	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>
<b>ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS</b>	
Déficits reportables Moins-values à long terme	<b>2 523 566</b>



## ANNEXE - ELEMENT 8

## EFFECTIF MOYEN

(Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 - article 24-22)

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
	<b>Cadres</b>	11
<b>(1) Agents de maîtrise et techniciens</b>	29	
<b>Employés</b>	2	
<b>Ouvriers</b>	-	
<b>TOTAL</b>	42	0

(1) Journalistes + maquettistes



**ANNEXE - ELEMENT 9****Honoraires des commissaires aux comptes**

Conformément au Décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, le tableau ci-dessous présente le montant des honoraires versés aux commissaires aux comptes, ventilé entre leur mission principale et leurs missions de conseils et de prestations de services :

<b>Cabinet SCOFI 118, Avenue Jean Jaurès 75019 PARIS</b>	<b>Montant 2019</b>	<b>Montant 2018</b>
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes</b>	<b>12 020</b>	<b>12 020</b>
<b>Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes</b>	<b>Néant</b>	<b>Néant</b>



# **INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE**

**Association**

**Siège social : 263 rue de Paris - Case 2 - 3  
93516 MONTREUIL CEDEX**

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**- EXERCICE CLOS LE 31/12/2019 -**



**SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES  
CABINET OUZOULIAS**

---

**PARIS - AMIENS**

---

53/55 Avenue d'Italie  
CS 80453  
80094 AMIENS CEDEX 3  
Tél. : 03.22.53.27.47  
Fax : 03.22.53.27.49

Siège Social  
11 rue des Immeubles Industriels  
CS 41132  
75543 PARIS CEDEX 11  
Tél. : 01.43.73.90.79  
Fax : 01.43.73.92.52

## INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE

Association régie par la loi du 1er Juillet 1901

Aux membres de l'Association

Siège social : 263 rue de Paris

Case 2 - 3

93516 MONTREUIL CEDEX

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**- EXERCICE CLOS LE 31/12/2019 -**

Aux Membres,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés le conseil d'administration le 13/10/2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

db

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes .

### **Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'ASSOCIATION INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'ASSOCIATION INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre ASSOCIATION.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 26 octobre 2020

COEXCO (SAS)

Représentée par Vincent OUZOULIAS

*Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris*



# Sommaire

INSTITUT DE HISTOIRE SOCIALE

Du 01/01/2019 Au 31/12/2019

<i>Bilan Actif</i>	1
<i>Bilan Passif</i>	2
<i>Compte de résultat</i>	3
<b>ANNEXE</b>	4
<i>Règles et méthodes comptables</i>	5
<i>Immobilisations</i>	8
<i>Amortissements</i>	9
<i>Provisions</i>	10
<i>Créances et dettes</i>	11
<i>Tableau de suivi des fonds associatifs</i>	12
<i>Charges constatées d'avance</i>	13
<i>Produits constatés d'avance</i>	14

## Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage indus.					
Autres immobilisations corporelles	17 579	16 928	651	1 002	
Immobilisations grevées de droits					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
<b>TOTAL (I)</b>	<b>17 579</b>	<b>16 928</b>	<b>651</b>	<b>1 002</b>	
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	26 611	13 306	13 306	20 606
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances usagers et comptes rattachés	60 224		60 224	48 872
	Autres créances				
Valeurs mobilières de placement	129 984		129 984	159 325	
Disponibilités	313 828		313 828	295 391	
Charges constatées d'avance	161		161	259	
<b>TOTAL (II)</b>	<b>530 868</b>	<b>13 306</b>	<b>517 503</b>	<b>524 453</b>	
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>548 388</b>	<b>30 234</b>	<b>518 154</b>	<b>525 455</b>	
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents - autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					

**Bilan Passif**

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

		31/12/2019	31/12/2018
Fonds associatifs	<b>Fonds propres</b>		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>	467 265	448 255
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	630	19 009
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>467 895</b>	<b>467 265</b>
	<b>Autres fonds associatifs</b>		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs Droits des propriétaires Ecarts de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées		
<b>Total des autres fonds syndicaux</b>			
<b>Total des fonds associatifs</b>	<b>467 895</b>	<b>467 265</b>	
Provisions			
Provisions pour risques Provisions pour charges			
<b>Total des provisions</b>			
Fonds dédiés			
Sur subventions de fonctionnement Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés			
<b>Total des fonds dédiés</b>			
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 189	30 053
	Dettes fiscales et sociales	28 971	28 137
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes			
Produits constatés d'avance	100		
<b>Total des dettes</b>	<b>50 259</b>	<b>58 190</b>	
Ecarts de conversion passif			
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>518 154</b>	<b>525 455</b>	
Résultat de l'exercice exprimé en centimes	630,38	19 009,32	
(1) Dont à moins d'un an	50 259	58 190	
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>			

## Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2019	31/12/2018	
		12 mois	12 mois	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	Ventes de marchandises, de produits fabriqués	47 970	45 292	
	Prestations de services			
	Productions stockée			
	Production immobilisée			
	Subventions d'exploitation			
	Dons	29	1 413	
	Cotisations	23 065	21 190	
	Legs et donations			
	Autres produits de gestion courante	17 703	57 334	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	54 202	39 867	
	Autres produits	150 785	152 986	
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>293 754</b>	<b>318 082</b>	
	<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	Achats	10 855	14 148
Variation de stock		14 600	2 547	
Autres achats et charges externes		129 848	139 421	
Impôts, taxes et versements assimilés		673	668	
Rémunération du personnel		96 298	101 774	
Charges sociales		47 863	49 857	
Subventions accordées par l'association				
Dotations aux amortissements et dépréciations		351	50	
Dotations aux provisions				
Autres charges				
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>300 487</b>	<b>308 465</b>	
<b>1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>		<b>(6 733)</b>	<b>9 617</b>	
Produits financiers		Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	2 872	2 446	
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations			
Charges financières	Intérêts et charges financières			
	<b>2 - RESULTAT FINANCIER</b>	<b>2 872</b>	<b>2 446</b>	
<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1+2)</b>		<b>(3 861)</b>	<b>12 063</b>	
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels	5 532	9 420	
	Charges exceptionnelles	770	2 364	
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>4 762</b>	<b>7 056</b>	
Impôts sur les sociétés		271	109	
(+ ) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
(- ) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>302 159</b>	<b>329 947</b>	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>301 528</b>	<b>310 938</b>	
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>630</b>	<b>19 009</b>	
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>PRODUITS</b>			
	Bénévolat			
	Prestations en nature			
	Dons en nature			
	<b>CHARGES</b>			
	Secours en nature			
	Mise à disposition gratuite de biens et services			
	Personnel bénévole			

**Etats financiers au 31/12/2019**

**ANNEXE**

ANNEXE - Elément 1

## Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 518 154 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 302 159 euros et un total charges de 301 528 euros, dégageant ainsi un résultat de 630 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2019 et finit le 31/12/2019.  
Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les comptes annuels de l'Institut d'Histoire Sociale CGT font l'objet d'une intégration dite "agraphage" compte tenu de l'influence prédominante de la Confédération CGT.

L'association applique les règlements suivants :

- ANC n°2016-12 relatif au plan comptable général,
- CRC n°99-01 relatif au plan comptable des associations.

ANNEXE - Élément 1

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les principales méthodes utilisées sont :

## Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE - Elément 1

## Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

### Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

### Divers

La CGT met à disposition 11 ordinateurs à l'Association IHS CGT.

### Evénements postérieurs à la clôture

Devant l'épidémie du COVID-19, les pouvoirs publics français ont pris des mesures sanitaires (confinements, interdiction de rassemblements, etc.) et économiques. Ces mesures ont été adoptées en mars 2020 avec la promulgation de l'état d'urgence sanitaire.

A la date d'arrêt des comptes, les conséquences de cette crise sanitaire sur les activités de l'Institut Cgt d'Histoire Sociale ne sont pas connues

Il est à préciser cependant, que le principe de continuité d'exploitation n'est pas remis en cause du fait de cet état d'urgence sanitaire.

# Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
		Augmentations		Diminutions		
		Révaluations	Acquisitions	Virent p à p	Cessions	
<b>INCORPORELLES</b>						
Frais d'établissement et de développement						
Autres immobilisations incorporelles						
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>						
<b>CORPORELLES</b>						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels						
Instal., agencement, aménagement divers						
Matériel de transport						
Matériel de bureau, informatique et mobilier	17 579					17 579
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations grévées de droits						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>17 579</b>					<b>17 579</b>
<b>FINANCIERES</b>						
Participations et créances rattachées						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>						
<b>TOTAL</b>	<b>17 579</b>					<b>17 579</b>

## Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
			Dotations	Diminutions	
<b>INCORPORELLES</b>	Frais d'établissement et de développement				
	Autres				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
<b>CORPORELLES</b>	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	16 578	351		16 928	
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations grevées de droits					
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>16 578</b>	<b>351</b>		<b>16 928</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>16 578</b>	<b>351</b>		<b>16 928</b>

# Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>	Couverture du besoin en fonds de roulement Provisions pour renouvellement des immobilisation Provisions pour hausse des prix Provisions pour amortissements dérogatoires Réserves des plus-values nette d'actif Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	Pour litiges Pour garanties données aux clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Provisions pour gros entretien et grandes révisions Autres				
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres	20 606		7 300	13 306
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>		20 606		7 300	13 306
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>20 606</b>		<b>7 300</b>	<b>13 306</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				7 300	

## Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
<b>CREANCES</b>	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	60 224	60 224	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	161	161		
<b>TOTAL DES CREANCES</b>		<b>60 386</b>	<b>60 386</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
<b>DETTES</b>	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	21 189	21 189		
	Personnel et comptes rattachés	15 317	15 317		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 899	12 899		
	Impôts sur les bénéfices	271	271		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	483	483		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
Autres dettes					
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	100	100			
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>50 259</b>	<b>50 259</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

## Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires	448 255	19 009		467 265
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
<b>Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise</b>				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	19 009	630	19 009	630
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
<b>TOTAL</b>	<b>467 265</b>	<b>19 640</b>	<b>19 009</b>	<b>467 895</b>

ANNEXE - Elément 6.12

## Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2019
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		161	161
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
<b>TOTAL</b>			<b>161</b>

ANNEXE - Elément 6.12

## Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2019
<b>Produits constatés d'avance - EXPLOITATION</b>		100	100
<b>Produits constatés d'avance - FINANCIERS</b>			
<b>Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>100</b>